

Ajustement budgétaire 2016 : la recette de la suédoise en cinq étapes

GOVERNEMENT Les partenaires au chevet des finances publiques à Val Duchesse

- Le gouvernement Michel se réunissait à nouveau en conclave budgétaire à Val Duchesse vendredi.
- Des accises à la lutte contre la fraude en passant par la réforme du marché du travail : les politiques envisagées.

Un conclave dure longtemps, nos suédois n'innovent pas : ils ont négocié toute la journée vendredi, comme la veille, sans oublier les réunions mercredi, mardi. Pas facile. Il fallait trouver un bas mot 2,2 milliards d'euros, selon les chiffres livrés avant Pâques par le comité de monitoring, cela afin de consolider la trajectoire d'assainissement et de (continuer à) viser l'équilibre parfait des finances publiques à l'horizon 2018. En attendant, le gouvernement fédéral tient grosso modo sa recette budgétaire.

1 Faites fondre la facture. Les 2,2 milliards pointés par le comité de monitoring, indiquant la profondeur du « trou » à combler, ont été ramenés à quelques centaines de millions. Comment ? On l'a écrit déjà : en additionnant (soustrayant...), d'une part, des « provisions » (on a neutralisé les dépenses de sécurité budgétisées l'an dernier) avec, de l'autre, le produit es-

compté de mesures déjà annoncées mais pas encore mises en œuvre et que le gouvernement s'engage cette fois à traduire dans les faits : l'activation de la taxe bancaire, de la taxe diamant, du fonds d'investissement immobilier, ou encore le redesign de l'administration. Les suédois devraient aussi compter avec la hausse des dividendes de Belfius et de la Banque nationale.

2 Ajoutez une pincée d'accises et réduisez les dépenses sociales. D'emblée, il fut question d'augmenter les accises sur le diesel, le tabac, peut-être l'alcool, et de taxer les jeux de hasard. Les partenaires doivent trancher. Voilà pour les rentrées vraisemblables. Quant aux économies, les suédois (la N-VA, en tout cas) lorgnent la sécurité sociale. Les députées Ecolo-Groen Muriel Gerkens et Anne Dedry alertaient vendredi, chiffres de l'Inami à l'appui, contre un possible effort budgétaire d'un demi-milliard d'euros en soins de santé, cela après de nouveaux dérapages dans le secteur des

médicaments. Maggie De Block (VLD), ministre responsable, disait tomber des nues.

Au fait : quid des économies « linéaires » dans le fonctionnement, les investissements et le personnel de l'Etat fédéral ? Ancré dans l'accord de gouvernement, le principe demeure. Mais les temps sont durs pour les ministères « régaliens », à commencer par l'Intérieur et la Jus-

tice, les services de sécurité en règle générale, qui nécessitent des réinvestissements dans le contexte éreintant que l'on sait.

On oubliait : rayon économies, il est question de réformer le régime des congés pour les malades de longue durée. Le VLD

pousse. Entre le tout à l'arrêt maladie et le tout au boulot, les libéraux flamands veulent introduire des stades intermédiaires, avec des possibilités d'adapter les horaires ou les jours de travail, cela pour des personnes malades mais mobilisables quand même.

3 Saupoudrez d'une once de Panama Papers. Tout le monde est bousculé après les révélations de ces derniers jours ayant trait aux sociétés offshore : Sigmundur David Gunnlaugsson, le Premier islandais, David Cameron, le Premier britannique... Charles Michel ? Non, le locataire du Seize ne figure pas

dans la liste des incriminés. Oui, il doit tirer les leçons du Panama Papers. On imagine mal un ajustement budgétaire sans renforcement de la lutte contre la fraude fiscale. Dans la majorité, certains évoquent aussi un « effet Panama » sur la future (lancement en mai, en principe) opération de régularisation fiscale. Explication : les personnes ayant dissimulé des avoirs à l'étranger seront tentées de les rapatrier vite fait, vu le climat anti-fraude. A voir.

4 Arroser délicatement les secteurs en difficulté. Didier Reynders a relancé l'idée jeudi : le lockdown, les attentats, les

mesures drastiques de sécurité ont un impact désastreux sur l'activité commerciale à Bruxelles, l'hôtellerie notamment, les transports également, ainsi que sur les institutions culturelles. Comment soutenir ces secteurs en difficulté ? Par exemple en leur permettant de recourir au chômage économique (pour les ouvriers, mais aussi les employés), en allégeant (un report) les cotisations patronales. Rien de fou, mais une aide précieuse.

5 Terminez par des réformes structurelles. Une, surtout : la réforme du marché du travail (lire notre reportage ci-dessous).

Nous livrons vendredi le projet de Kris Peeters (CD&V), vice-Premier et ministre de l'Emploi : heures supplémentaires, annulation du travail, formation en entreprise. La réforme ne fait pas partie *stricto sensu* de l'ajustement budgétaire, mais elle « politise » l'exercice, traduisant la volonté de la suédoise de poursuivre son œuvre réformatrice dans la législature. Prévu également : des mesures d'adaptation dans le domaine des pensions. Sur tout cela, les syndicats ont canoné déjà, nous le relevions vendredi. Et alors ? La suédoise met la sauce. Et bon appétit. ■

DAVID COPPI

Audi Forest La flexibilité à l'œuvre dans l'industrie auto

Chez Audi, la flexibilité des horaires, on connaît. Dans l'usine de Forest, elle porte le nom de « Plus Minus Conto ». Le principe semble complexe sur le papier, mais est finalement assez simple : lorsqu'un nouveau modèle est lancé, la demande est plus forte et la production doit augmenter. Cela fonctionne comme un compte. Plus on travaille, plus le quota d'heures augmente sur le compte ; plus on récupère, plus il baisse. Le nombre d'heures hebdomadaires normal - 40 - étant le 0, point de référence autour duquel graviter.

Que le solde soit négatif ou positif, la fiche de paie, elle, ne bouge pas puisque,

au bout du compte, le nombre d'heures prestées reste équivalent.

Les ouvriers travaillent donc plus longtemps chaque jour, mais c'est sur le samedi que l'impact est le plus grand. « Par exemple, lorsque l'AI est sortie, les deux premières années, on a fait pas mal de samedis », explique, Frédéric Larcin, inspecteur de qualité des voitures dans l'usine. En ce moment, c'est calme et personne ne travaille le samedi. Il est du coup plus compliqué de retrouver un solde positif. »

Il reste possible, pour l'entreprise, de forcer ses employés à prendre des jour-

nées de récup alors que ceux qui ont un compte négatif continuent de travailler. La Convention collective prévoit qu'en août prochain, les compteurs seront remis à zéro, mais des négociations sont en cours pour déterminer les modalités. « Ceux dont le compte est négatif doivent

être ramenés à zéro, alors que les autres gardent leur stock de récupérations », estime Pascal Vancauwenberg, représentant syndical CSC Metea à Audi Bruxelles.

Plus on travaille, plus le quota d'heures augmente sur le compte ; plus on récupère, plus il baisse

Globalement, le système fonctionne et rares sont les employés à s'en plaindre. Mais, selon Manuel Castro, président de la fédération Brabant des Métallos FGTB, si la situation est acceptable, c'est grâce à la concertation. « *Tout d'abord, l'usine risquait de fermer. Il a donc fallu négocier. Et ce résultat provient d'un compromis entre l'entreprise et les syndicats. De la même manière, quand les pré-*

visions sont transmises par le siège, la mise en œuvre se décide en concertation. » Résultat : pas plus de douze semaines par an, et pas plus de deux par mois, même au plus fort de la production. Mais, souligne le syndicaliste, une extension à d'autres secteurs peut avoir des conséquences délétères : « *Faire croire que cela relève de la liberté de l'employé est un mensonge. Quand un syndi-*

cat négocie avec un patron, il a un certain poids. Mais un employé seul face à son patron ne bénéficie pas du même rapport de force. Et ce n'est pas l'employé qui pourra gérer comme il l'entend son compte d'heures. » ■

THOMAS CASAVECCHIA